

Handry, Jim, *Gift of the Devil : A History of Guatemala, Toronto, Between the Lines*, 1984, 319 p.

Paul Gagné

Volume 17, Number 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702016ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702016ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gagné, P. (1986). Review of [Handry, Jim, *Gift of the Devil : A History of Guatemala, Toronto, Between the Lines*, 1984, 319 p.] *Études internationales*, 17(2), 455–457. <https://doi.org/10.7202/702016ar>

mer en "boat-people" sont liées à des motivations de « recherche d'une meilleure qualité de vie », que la « solution » a été trouvée dès l'accord conclu en septembre 1981 – qui permettait entre autres, de « ramener » en Haïti ces « immigrants illégaux », tout en ne soufflant mot sur le sort qui leur est réservé...). Par ailleurs, il convient de reconnaître qu'en fait d'approche « interdisciplinaire », il ne s'agit que de juxtaposition de points de vue de disciplines différentes: une sorte de "patch-work" où peu d'interpénétrations des analyses d'une discipline à l'autre sont visibles.

On peut dire, en résumé, que l'on nous livre là peut être une excellente étude « scientifique » des grands secteurs de la vie – et des grands problèmes – d'Haïti, mais avec, peut-être aussi, sous prétexte de « scientisme », une trop grande « distance » par rapport aux responsabilités du pouvoir en place et de ceux des intérêts étrangers qui y agissent. Si l'on en juge au ton de la présentation générale, c'est une vision « occidentale-libérale » (mieux peut-être « américaine ») et « réformiste » des problèmes et solutions d'Haïti, comme si la base « démocratique » était déjà assurée... C'est une sorte d'appel au statu quo et à la confiance dans les capacités du régime à « évoluer » et à modifier en profondeur ses propres structures, dans un pays dont on sait parfaitement qu'il est maintenu depuis près d'un siècle sous un régime infiniment plus despotique que libéral...

De plus, d'après de nombreux observateurs autorisés, il n'y aurait aucune raison de s'enthousiasmer, suite aux récents changements opérés au niveau des dirigeants par le gouvernement haïtien (où tous les pouvoirs sont concentrés entre cinq ou six personnes) contrairement aux « espoirs » qui transparaisent dans ce livre.

Il reste qu'on y apprend énormément sur ce pays, même si les tout derniers événements des Gonaïves (émeutes, morts et blessés) montrent un régime plus enfoncé que jamais dans le cercle vicieux de la répression. Enfin, malgré des reconnaissances évidentes et fort lucides du caractère profondément brutal et corrompu du pouvoir haïtien (article de Hooper par exemple), on semble encore vouloir

faire croire à un possible changement interne, alors qu'on sait le rôle joué par différentes puissances occidentales (États-Unis en tête) dans le maintien en place, envers et contre tout, de la dynastie Duvalier. Il ne s'agit, à tout prendre (à travers les « pressions » pour les « droits de l'homme » dont on parle dans ce livre) que de la recherche, au fond, de ce que G. Balandier appelle « la remise en cause rituelle du pouvoir par lui-même »... reste à savoir si les mouvements de contestation violente qui se dessinent en Haïti lui en laisseront le temps.

Omar AKTOUF

*Département d'administration et
d'économique
Université du Québec à Trois-Rivières*

HANDY, Jim, *Gift of the Devil: A History of Guatemala*, Toronto, Between The Lines, 1984, 319 p.

Jim Handy enseigne l'histoire de l'Amérique centrale à l'Université de Toronto et il a visité plusieurs fois le Guatemala afin d'écrire l'histoire de ce pays. Dans ce livre, l'auteur retrace l'histoire du Guatemala à partir de l'époque précoloniale jusqu'au renversement du gouvernement militaire du général Rios Montt en 1983. Le titre, "Gift of the Devil" qu'on pourrait traduire par le cadeau du Diable, vient du « Chilam Balam », le livre des Mayas décrivant la conquête espagnole; du point de vue des Amérindiens du Guatemala la domination espagnole, puis celle des États-Unis via les transnationales de l'agro-alimentaire et via les gouvernements militaires de fantoches à la solde de la C.I.A, ne peuvent être perçues autrement.

Le premier chapitre, qui sert d'introduction, est consacré aux Amérindiens et à l'héritage colonial. L'auteur nous décrit le pays tant au plan géographique, démographique que politique. C'est un pays montagneux et volcanique où la population vit depuis toujours de la culture du maïs et de celle des fèves. La population majoritairement amérindienne, d'origine maya, vit surtout en petite communauté

rurale, le reste est surtout composé de blancs, descendants des conquistadors, et de *ladinos*, issus du métissage. Ensuite, l'auteur y fait un bref aperçu historique de la société pré-coloniale, de la conquête espagnole et de la longue période coloniale, qui a formé en grande partie le Guatemala d'aujourd'hui.

Le deuxième chapitre traite de la Révolte de 1837-1839 où des paysans venus des montagnes, conduits par Rafael Carrera, marchèrent sur la ville de Guatemala, le 1^{er} février, 1838. C'était la révolte des *ladinos*, longtemps méprisés par l'élite blanche des villes, et des paysans amérindiens. Après l'indépendance de l'Espagne, en 1821, la Fédération d'Amérique centrale, comprenant le Guatemala, le Honduras, El Salvador et le Nicaragua, se sépara du Mexique en 1823. Chacune de ces régions devint graduellement de plus en plus indépendante des autres. Au Guatemala, la Révolte de Carrera fut la conséquence directe de l'expérience libérale du Gouvernement de Galvez qui voulut trop vite imiter les grandes puissances de l'époque en introduisant des réformes libérales au profit de l'élite blanche sur le dos des paysans.

Le troisième chapitre, montre qu'après la mort de Carrera en 1865, une nouvelle génération de libéraux, représentée surtout par Justo Rufino Barrios (1873-1885) et Manuel Estrada Cabrera (1898-1920), mit en place des dictatures particulièrement dénuées de liberté et de justice afin de s'emparer des terres des Amérindiens pour développer une économie basée sur la culture du café où les Amérindiens étaient pratiquement forcés de travailler à la récolte. À la fin du 19^{ème} siècle, les Amérindiens se révoltèrent encore une fois, mais ils furent incapables de vaincre, car la structure de pouvoir dans leurs villages s'était déplacée du chef traditionnel au profit des *ladinos*, qui servaient maintenant d'intermédiaire aux blancs de la ville pour contrôler les villages; la répression fut très grande.

La première moitié du 20^{ème} siècle marque le début de l'intrusion du capital américain en Amérique centrale et de l'interventionnisme des États-Unis dans cette région. Au Guatemala, ce fut la compagnie *United Fruit* (UFCO) qui eut le privilège de changer graduellement

le pays en République de bananes. Cette compagnie s'organisa pour contrôler les chemins de fer et le transport maritime du pays au moyen de l'*International Railways of Central America* (ICRA) et la *United Fruit Steamship Company*. Tous les présidents du Guatemala, au cours du 20^{ème} siècle, furent contrôlés, à des degrés divers, par la mission diplomatique américaine et la compagnie; le cas le plus évident est celui du Général Jorge Ubico. Autre fait à souligner, ce sont les frères Dulles, dont l'un deviendra directeur de la CIA et l'autre secrétaire d'État, qui négocièrent les contrats de la UFCO en 1930 et 1936. C'est là l'objet du quatrième chapitre.

Le cinquième, *Dix années de printemps*, s'ouvre sur l'année 1944, après le renversement d'Ubico. L'auteur y expose le socialisme spirituel de Juan José Arévalo, professeur de philosophie revenant de dix ans d'exil en Argentine, qui gagna l'investiture présidentielle au début de 1945, et la révolution capitaliste du Colonel Jacobo Arbenz qui fut élu président en 1950. Ces deux présidents de tendance plus nationaliste que socialiste, déplurent grandement à l'administration des États-Unis. Enfin, le sixième chapitre, décrit comment la UFCO, la CIA et l'administration des États-Unis, où se trouvaient les frères Dulles, en arrivèrent à fonder une contre-révolution, suite à la réforme agraire d'Arbenz qui touchait aux terres inexploitées appartenant à la UFCO. Arbenz fut renversé en 1954 et remplacé par une junte militaire. Ici, on ne peut s'empêcher de faire un parallèle avec ce qui se passe au Nicaragua aujourd'hui, car il ne s'agissait que d'un gouvernement populaire nationaliste, soucieux de justice sociale; mais il faut croire que la démocratie n'est que pour les Américains et que les autres n'ont pas le droit de se gouverner comme ils l'entendent et surtout pas de toucher aux compagnies américaines qui les exploitent.

Les événements politiques et économiques qui suivirent la Contre-révolution de 1954 sont traités dans les trois chapitres suivants. Les chapitre sept et huit sont surtout consacrés à la dimension politique: la militarisation de la politique, l'exclusion des partis réformistes et la croissance des mouvements

de guérilla. Le chapitre neuf traite du modèle de développement: encouragement des investissements étrangers, surtout américains, l'abandon de la production d'aliments pour la consommation intérieure au profit de la culture d'exportation qui impliqua la dépossession des paysans de leurs terres et une répression accrue.

Les trois derniers chapitres traitent de l'impact de ces politiques sur les paysans et les communautés villageoises amérindiennes. On y voit comment les campagnes brutales anti-insurrectionnelles du Gouvernement des années 1970 et 80 ont contribué à faire renaître les organisations populaires; la violence de l'État qui a fini par briser l'autonomie des villages amérindiens doit maintenant faire face à la conscience populaire de la source de son oppression. En face d'un processus politique incapable de changer, il ne reste plus que l'espoir de la révolution.

Ce livre, qui montre la longue suite des injustices et des révoltes populaires au Guatemala, est une excellente étude de cas des causes du sous-développement, de la répression et de la révolte populaire en Amérique centrale et ailleurs dans le Tiers-Monde.

Paul GAGNÉ

*Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières*

HAYES, Margaret Daly. *Latin America and the U.S. National Interest: A Basis for U.S. Foreign Policy*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean", 1984, 311 p.

Comment réévaluer la donnée géopolitique de long terme que constitue la suprématie des États-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine? C'est la question à laquelle l'auteur apporte moins une réponse qu'un dossier sérieusement mis à jour.

Pendant une longue période de dépendance vis-à-vis du Nord, les autorités locales entretenaient peu de relations consistantes avec le monde extérieur. Washington assurait

la protection générale, de manière implicite, ou formelle comme avec le pacte de Rio, et les divers gouvernements assumaient la tâche de lutte contre toutes les subversions. La révolution cubaine et les facilités qu'elle offrait aux Soviétiques ont introduit des premiers changements, l'essor de nouvelles générations d'hommes politiques a donné aux nationalismes traditionnels une consistance qui leur manquait et une volonté d'ouverture plus autonome sur la scène internationale. La question nouvelle pour les États-Unis est donc: Comment garder dans l'hémisphère américain des nations stables, prospères et amicales qui ne deviennent sous aucune forme alliées de l'URSS ou foyer révolutionnaire?

Un premier chapitre examine les grandes caractéristiques présentes de l'Amérique latine. Une économie à qui les deux décennies 60 et 70 ont donné de forts taux d'expansion mais surtout une industrialisation qui en fait des pays où l'économie possède quelques zones privilégiées. La relation économique avec les États-Unis reste déterminante, mais elle s'est compliquée. Certains pays sont parvenus à développer des axes commerciaux vers d'autres régions du monde mais le lien par les prêts de capitaux s'est renforcé avec le Nord. L'Amérique latine demeure la première cible pour les investissements privés des États-Unis et durant les années 70, les grandes banques américaines se sont impliquées, conduisant au présent résultat des sommets record d'endettement, pour le Brésil, l'Argentine et le Mexique en particulier.

L'auteur examine ensuite les principales subdivisions géographiques du cône latino-américain, dans la perspective de l'intérêt ou du souci, que les États-Unis y rencontrent. La zone des Caraïbes est la plus étudiée et, pour l'ouvrage la plus riche d'informations. Par sa position, elle représente pour les États-Unis sa zone de fragilité ce qui explique que les interventions armées directes aient toutes été réalisées à l'intérieur de ce périmètre. Mais cette zone sensible est en même temps la moins développée, la moins stable et celle qui finalement avec Cuba a produit la seule déchirure dans l'espace soumis à l'influence exclusive de Washington, donnant à l'URSS une base de ravitaillement pour ses escadres et des occa-